



## Fiche d'évaluation d'impact

### Mesures législatives et réglementaires

**Intitulé du projet :** Projet de loi instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette

**Ministère initiateur :** Ministère de l'Économie

**Auteur :** Lea Werner

**Tél. :** 247-84325

**Courriel :** [lea.werner@eco.etat.lu](mailto:lea.werner@eco.etat.lu)

**Objectif(s) du projet :** Accélération de la transition vers une économie à zéro émission nette en apportant un soutien financier aux entreprises industrielles qui mettent en œuvre des projets d'électrification et aux entreprises qui effectuent des investissements productifs dans certains secteurs clés

**Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s) impliqué(e)(s) :** Ministère des Finances

**Date :** Novembre 2024

### Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s): Oui:  Non:  <sup>1</sup>

Si oui, laquelle/lesquelles: FEDIL

Remarques/Observations: .....

2. Destinataires du projet:

- Entreprises/Professions libérales:

Oui:  Non:

- Citoyens:

Oui:  Non:

- Administrations:

Oui:  Non:

3. Le principe « Think small first » est-il respecté?

<sup>1</sup> Double-click sur la case pour ouvrir la fenêtre permettant de l'activer



- (c.à.d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues  
suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)      Oui:  Non:  N.a.:<sup>2</sup>   
Remarques/Observations: .....
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire?      Oui:  Non:   
Existe-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour  
et publié d'une façon régulière?      Oui:  Non:   
Remarques/Observations: .....
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou  
simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration  
existants, ou pour améliorer la qualité des procédures?      Oui:  Non:   
Remarques/Observations: .....
6. Le projet contient-il une charge administrative<sup>3</sup> pour le(s)  
destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une  
obligation d'information émanant du projet?)      Oui:  Non:   
Si oui, quel est le coût administratif approximatif total?  
(nombre de destinataires x coût administratif<sup>4</sup> par destinataire)      .....
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-  
administratif (national ou international) plutôt que de demander  
l'information au destinataire?      Oui:  Non:  N.a.:   
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?  
b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques  
concernant la protection des personnes à l'égard du traitement  
des données à caractère personnel?      Oui:  Non:  N.a.:

<sup>2</sup> N.a.: non applicable

<sup>3</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>4</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc...).



Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il? .....

8. Le projet prévoit-il:

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration? Oui:  Non:  N.a.:
- des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui:  Non:  N.a.:
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui:  Non:  N.a.:

9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou

de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui:  Non:  N.a.:

Si oui, laquelle: .....

10. En cas de transposition de directives communautaires,

le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté? Oui:  Non:  N.a.:

Si non, pourquoi? .....

11. Le projet contribue-t-il en général à une:

- a. simplification administrative, et/ou à une Oui:  Non:
- b. amélioration de qualité règlementaire? Oui:  Non:

Remarques/Observations: .....

12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées

aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui:  Non:  N.a.:

13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique

auprès de l'État (e-Government ou application back-office)? Oui:  Non:

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système:

Le back-office dédié du ministère de l'Économie et les démarches sur MyGuichet doivent être adaptés afin de répondre aux nouveaux besoins de la loi en projet.



14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel  
de l'administration concernée? Oui:  Non:  N.a.:   
Si oui, lequel? .....  
Remarques/Observations: .....

### **Egalité des chances**

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez de quelle manière: .....
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez de quelle manière: .....
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez pourquoi: .....
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui:  Non:   
Si oui, expliquez de quelle manière: .....

16. Y a-t-il un impact financier différent sur  
les femmes et les hommes? Oui:  Non:  N.a.:   
Si oui, expliquez de quelle manière: .....

### **Directive « services »**

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté  
d'établissement soumise à évaluation? Oui:  Non:  N.a.:

18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre



prestation de services transfrontaliers ?

Oui:  Non:  N.a.: